

Subdivision de la Haute-Loire
4, rue de la Passerelle
43012 Le Puy en Velay Cedex

Téléphone : 04.71.06.62.30
Télécopie : 04.71.09.14.25
Internet : www.auvergne.drire.gouv.fr

Affaire suivie par Yvon Baudin
Mél.yvon.baudin@industrie.gouv.fr
06.YB.EM.doc

Le Puy en Velay, le 18 janvier 2006

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

Société MULTISAC à Chaspuzac - 43320

Rapport de l'inspecteur des installations classées
au conseil départemental d'hygiène

- objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Demande d'autorisation d'exploiter une usine de fabrication d'emballages en plastique, cellophane et papier.
- réf : Transmissions de monsieur le préfet du département de la Haute-Loire - Direction des actions interministérielles – Bureau de l'environnement et de l'urbanisme en date des 13, 28 et 30 septembre 2005 et 7 octobre 2005.

Par transmissions susvisées, monsieur le préfet de la Haute-Loire nous a communiqué les avis exprimés sur la demande présentée par la société Multisac, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un nouvel établissement de fabrication d'emballages à partir de différents plastiques, de cellophane et de papier, sur la zone d'activités de Combe à Chaspuzac.

.../...

I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR L'ENTREPRISE

Nom	: SAS MULTISAC
Adresse actuelle	: "La pépinière" - 43000 Le Puy en Velay
Adresse du projet	: Zone d'activités de Combe – 43320 Chaspuzac
Activité	: Fabrication d'emballages
Code NAF	: 212 C
N° SIRET	: 343 680 419 00011
Président Directeur Général	: M. Guy De Froment
Téléphone	: 04.71.06.68.68
Télécopie	: 04.71.03.54.31
Nombre de salariés	: 68 au 1-04-05
Chiffre d'affaires 2004	: 7,2 millions d'Euros
Surface du terrain	: 16 413 m ²
Surface du bâtiment	: 4 030 m ²

II - CONSISTANCE ET CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

1 - Description sommaire

Afin de respecter l'obligation qu'elle a de quitter le site de la Pépinière avant septembre 2006, dans le cadre du projet de déviation routière du Puy en Velay, la société Multisac a décidé de créer une usine entièrement nouvelle sur la zone d'activités de La Combe à Chaspuzac. Cette usine reprendra les activités actuelles en profitant de l'occasion pour créer un outil de travail adapté, tant en terme de production que de protection de l'environnement.

Le site choisi est adapté à l'activité, proche d'une voie de communication et de l'agglomération ponctuelle dans laquelle résident la majorité des employés de l'usine actuelle.

Multisac a été créée en 1950 et est implantée à La Pépinière depuis 1968, époque où elle développe l'activité d'impression par flexographie.

La nouvelle usine sera implantée sur un terrain de 16 413 m². Elle sera constituée de plusieurs ateliers, séparés par des parois coupe-feu, affectés à l'impression, à la sacherie et au stockage pour une surface totale utile d'environ 4000 m². Le bâtiment administratif sera distinct des bâtiments de production, mais relié par un passage.

Deux types d'activités seront développées :

- La transformation de films d'emballage destinés aux industries agro - alimentaires : impression flexographique, contre - collage, perforation et découpe. Les livraisons sont faites en bobines.
- La fabrication de sacs et sachets de tous types (sacs en cellophane, à fond carton, à poulet rôti, à café et thé, etc.).

Les matériaux transformés sont des films en polypropylène, polyéthylène, cellulosique, polyester, polyamide et du papier.

L'entreprise fonctionnera en 3 x 8 heures pour l'impression, 2 x 8 heures pour la

.../...

sacherie et de jour pour les autres activités, ceci 6 jours sur 7.

La source d'énergie principale sera l'électricité, le fioul étant utilisé pour le chauffage des locaux.

L'activité d'impression sera assurée principalement par trois imprimeuses flexographiques dont une neuve de (8+1) couleurs qui sera acquise lors de la mise en service de l'usine. Les encres étant à base de solvants, principalement l'éthanol et l'acétate d'éthyle, l'entreprise génère des Composés Organiques Volatils qui seront traités par lavage des gaz et traitement biologique des eaux de lavage qui seront recyclées.

Chaque imprimeuse aura son groupe de réfrigération associé, mais il n'y aura pas de tour aéroréfrigérante sur ce site.

En fonctionnement normal, l'entreprise n'aura pas de rejet d'eaux de process. L'eau de traitement des gaz sera vidangée une fois par an lors de la période d'entretien annuel.

Compte tenu de la proximité de la route et de l'éloignement des premières maisons qui sont à plus de 200 mètres de l'usine, le bruit généré par l'activité ne créera pas d'émergence significative dans les zones réglementées, selon les estimations calculées en utilisant les données de l'usine actuelle et du site futur pour le bruit résiduel.

Les déchets industriels seront principalement les solvants usagés non recyclables et les chutes de plastique ou papier qui seront confiés à des entreprises spécialisées.

Les risques présentés par cet établissement sont liés à la présence de produits inflammables, tels que les solvants et les matières plastiques. En ce qui concerne les premiers, les stockages se feront en réservoirs enterrés à double paroi. Le risque principal, qui a été retenu dans l'étude des dangers est celui d'un incendie des matières plastiques. L'étude réalisée montre que les flux de 5 kW/m² et 3 kW/m² restent dans les limites de la propriété en tenant compte des mesures compensatoires prises par l'industriel notamment en matière de construction de bâtiment.

2 - Classement des installations et situation administrative

L'établissement Multisac situé au lieu-dit « La Pépinière » au Puy en Velay a été autorisé à fonctionner par arrêté préfectoral du 8 novembre 1994, complété le 30 juillet 2004.

Le nouvel établissement de Chaspuzac relèvera du même régime et comprendra les activités, visées par la nomenclature, reprises dans le tableau ci-après :

DESIGNATION	RUBRIQUE	QUANTITE	REGIME (1)
Impression par flexographie : quantité totale journalière de produits consommée pour revêtir le support	2450-2-a	280 kg/jour	A (seuil mini

.../...

DESIGNATION	RUBRIQUE	QUANTITE	REGIME (1)
			= 200 kg/j)
Transformation du papier et carton : capacité de production	2445-2	2,2 tonnes/jour	D (seuil maxi = 20 t/j)
Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression (soudage) : quantité de matières susceptible d'être traitée	2661-1-b	1 tonne/jour	D (seuil maxi = 10 t/j)
Transformation de polymères par procédés mécanique (découpage, complexage, etc.) : quantité de matières susceptible d'être traitée	2661-2-b	2 tonnes/jour	D (seuil maxi = 20 t/j)
Installations de compression et de réfrigération fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa et utilisant des fluides non toxiques et non inflammables	2920-2-b	64 kW (55 kW pour la compression d'air et 9 KW pour la réfrigération)	D (seuil maxi = 500 kW)
Stockages en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	1432-2- b	14,56 m ³ (30 m ³ solvants + 8 m ³ encres + 14 m ³ fioul en réservoirs double paroi)	D (seuil maxi = 100 m ³)
Atelier de charge des accumulateurs des engins de manutention	2925	5,3 kW	NC (seuil mini = 10 kW)
Stockage de produits dont au moins 50 % de la masse unitaire est composée de polymères non alvéolaire ou expansé	2663-2	650 m ³	NC (seuil mini = 1000 m ³)
Installations de mélange ou	1433-A	25 kg	NC

.../...

DESIGNATION	RUBRIQUE	QUANTITE	REGIME (1)
d'emploi de liquides inflammables à froid (préparation des encres)			(seuil mini = 5 tonnes)
Installation de combustion alimentée au fioul domestique	2910-A	400 kW	NC (seuil mini = 2 MW)
Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables (groupe d'impression, lavage)	1433-B	730 kg	NC (seuil Mini = 1 tonne)
Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux analogues	1530-2	135 m ³ (papier 100 m ³ , palettes 20 m ³ , mandrins 10m ³ , cartons d'emballage 5 m ³)	NC (seuil mini = 1000 m ³)

(1) A : Autorisation D : Déclaration NC : Non classable (seuil de classement non atteint)

III - INSTRUCTION DE LA DEMANDE

Conformément aux articles 5, 8 et 9 du décret n° 77-113 du 21 septembre 1977 modifié, la demande a été soumise à enquête publique, à la consultation des conseils municipaux et des services administratifs concernés.

1) Enquête publique

Prescrite par arrêté préfectoral du 20 juin 2005, elle s'est déroulée durant un mois, du 11 juillet au 12 août 2005. Au cours de cette enquête, aucune déclaration favorable ou contraire au projet n'a été consignée par écrit sur le registre prévu à cet effet. Le commissaire enquêteur a reçu en mairie un habitant de Loudes qui lui a fait des observations verbales sur les risques de pollution des eaux et de l'air.

En conclusion, et après avoir pris connaissance du mémoire en réponse produit par l'industriel, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à cette demande.

2) Avis des conseils municipaux

Par délibération du 23 septembre 2005, le conseil municipal de Chaspuzac a émis un avis favorable à cette demande.

Par délibération du 27 août 2005, le conseil municipal de Sanssac l'Eglise a émis un avis favorable à cette demande.

.../...

Par délibération du 23 septembre 2005, le conseil municipal de Borne a émis un avis favorable à cette demande.

Par délibération du 29 juillet 2005, le conseil municipal de Vergezac a émis un avis favorable à cette demande .

Par délibération du 12 août 2005, le conseil municipal de Loudes a émis un avis défavorable à cette demande par 8 voix contre et 7 pour, en indiquant comme motif : "pollution".

3) Avis des Services Administratifs

3.1 - Par lettre du 20 juillet 2005, le directeur départemental de l'équipement émet un avis favorable, après avoir étudié la situation du dossier au regard de la législation d'urbanisme, de l'environnement et de l'insertion dans le site, de la desserte et des accès.

3.2 - Par lettre du 1^{er} juillet 2005, le chef du service interministériel de défense et de protection civile émet un avis favorable en précisant que la commune de Chaspuzac n'est pas soumise aux risques majeurs dans le dossier départemental sur ce sujet (DDRM).

3.3 - Par lettre du 27 juin 2005, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle émet un avis favorable sur ce dossier.

3.4 - Par lettre du 28 juin 2005, le directeur régional de l'environnement émet un avis favorable sur cette demande.

3.5 - Par lettre du 4 août 2005, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales émet un avis favorable à la demande dans son domaine de compétence. Il fait remarquer qu'il serait pertinent, pour les boues du système de traitement des gaz, de fixer des seuils de toxicité en dessous desquels la valorisation est envisageable.

3.7 - Par lettre du 25 juillet 2005, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt émet un avis favorable sous réserve que soient précisés les paramètres à analyser pour le rejet de 10 m³/an des eaux de lavage des COV dans la lagune. Il est en effet très réservé sur ce rejet en lagune et il souhaite que ces effluents soient repris par une entreprise spécialisée. Il demande également que le devenir des boues d'épuration des COV soit plus précis et fait remarquer que l'abandon du site de « La Pépinière » n'est pas traité dans le dossier.

3.8 – Par lettre du 11 août 2005, le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine a émis un avis favorable sous les réserves suivantes :

- le bâtiment sera vêtu d'un bardage de teinte foncée (gris anthracite, gris lauze, vert, brun : RAL 1019, 7009, 8014, 7016, 6011, 6013, 6003...)
- en limites parcellaires un alignement d'arbres de hautes tiges sera planté (tilleul, platane, marronnier.)

3.9 - Par lettre reçue en préfecture le 8 juillet 2005, le directeur départemental des services d'incendie et de secours a communiqué l'étude réalisée par son service prévention sur ce dossier. Elle a été adressée au pétitionnaire qui a revu entièrement la disposition des différents ateliers pour la prendre en compte.

.../...

Par lettre du 1^{er} décembre 2005, complétée par une lettre du 13 décembre 2005, ce service nous a fait part de ses remarques sur cette nouvelle version du projet. Y figurent les dispositions essentielles à prendre pour prévenir les risques pour les personnes et pour les biens. Les prescriptions relatives aux bâtiments ont, en principe, été reprises dans le permis de construire, et celles relatives aux employés relèvent du code du travail. En ce qui concerne l'aspect législation des installations classées, ce service demande en particulier :

1) Pour la défense incendie :

- faciliter l'accès des véhicules de secours à toute heure ;
- que la défense intérieure soit assurée par :
 - des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum conformes aux normes, à raison d'un appareil pour 200 m², avec un minimum d'un par niveau ;
 - des extincteurs appropriés aux risques particuliers ;

Tous les extincteurs doivent être facilement accessibles, utilisables par le personnel de l'établissement et maintenus en bon état de fonctionnement ;

 - des robinets d'incendie armés de 19, 25 ou 33 mm, conformes aux normes NF S 61 201 et NF S 62 115, de manière à ce que tout point puisse être atteint par un jet de lance. Ceux-ci devront, en outre, être placés à proximité immédiate des issues ;
- que l'établissement soit doté d'un équipement d'alarme conforme aux normes en vigueur (Art. 14 de l'arrêté du 4 novembre 1993) ;
- que la défense extérieure contre l'incendie soit assurée par les poteaux incendie et la réserve incendie de 2 500 m³ présents sur la zone industrielle. Le pétitionnaire doit, en collaboration avec le maire de la commune, s'assurer de la fonctionnalité et de l'accessibilité permanente de ces moyens hydrauliques ;
- que le désenfumage des locaux en cas d'incendie sera assuré par la mise en place des dispositifs réglementaires à commandes facilement accessibles et signalées ;

2) Pour la construction

- de réaliser la toiture au moyen d'une couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M0 ou d'un support de couverture en matériaux M0, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttants ;
- d'assurer une résistance de degré coupe-feu 2 heures aux murs extérieurs du local chaufferie, transformateur, technique, stockage d'encres et lavage d'encres ;
- d'assurer une résistance de degré coupe-feu 1 heure aux bloc-portes du local archives et du laboratoire et les équiper de ferme-portes ;

.../...

- que les éléments vitrés, équipant les murs coupe-feu de degré 2 heures isolant les locaux administratifs et sociaux du reste du bâtiment, soient montés sur châssis fixes et présentent une résistance coupe-feu de degré 1 heure ;
 - d'isoler le local archives du 1^{er} étage des autres parties de l'établissement par des parois coupe-feu de degré 2 heures et des portes coupe-feu de degré 1 heure (ou par l'intermédiaire d'un sas) munies de ferme-porte ;
 - en fonction de la nature de l'activité et des éléments stockés dans le laboratoire et dans le local clichés, qu'une attention particulière soit portée sur l'isolement de ces locaux par rapport au reste du bâtiment. Notamment en ce qui concerne le bloc-porte et la baie vitrée présents en aplomb de la zone d'impression ;
 - de faire dépasser les murs coupe-feu de degré 2 heures d'au moins 1 mètre en toiture et de 0.5 mètre latéralement afin d'empêcher le passage d'un éventuel incendie d'une cellule à l'autre (cette prescription est recommandée) ;
- 3) Dégagements : d'assurer à l'ensemble des blocs-portes d'intercommunication et d'issue de secours, équipant les différents murs coupe-feu de degré 2 heures, une résistance coupe-feu de degré 1 heure minimum et de les munir de ferme-portes ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Les éventuelles baies vitrées devront être montées sur châssis fixes en présentant une résistance coupe-feu de degré 1 heure.
- 4) Chauffage : de réaliser la construction de la chaufferie, si elle dépasse une puissance de 70 kW, ainsi que l'aménagement de ses équipements conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 23 juin 1978, notamment pour ce qui concerne son isolement (murs et couvertures en matériaux incombustibles M0) et les dispositifs de coupure du combustible et des installations électriques (Art. R.235-4-9).
- 5) D'éloigner le stockage des palettes, prévu au sud-est de l'établissement, d'une distance minimale de 8 mètres des murs du bâtiment.

3.10 - Par lettre du 21 juillet 2005, le chef du centre d'Aurillac de l'institut national des appellations d'origine (INAO) a fait connaître que le projet est inclus dans l'aire géographique de production de l'AOC « Lentille verte du Velay », mais il ne formule pas d'objection à son encontre compte tenu de son faible impact sur cette aire.

4) Avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de l'entreprise.

Lors de la réunion extraordinaire du 20 juillet 2005, le CHSCT de l'entreprise a émis un avis favorable au projet.

IV - AVIS DU RAPPORTEUR

L'usine de la "Pépinière" est très mal adaptée à l'activité de l'entreprise du fait d'agrandissements successifs sur un terrain compliqué. Le transfert de l'activité sur un site conçu spécialement pour elle est donc intéressant, tant du point de vue de la rentabilité que de la

.../...

protection de l'environnement.

L'enquête publique et la consultation des services ont été à l'origine d'observations ne mettant pas en cause le projet.

Les observations émises par les services ont été communiquées au pétitionnaire, qui a fourni par lettres des 3 octobre 2005 et 7 novembre 2005 les réponses qu'il leur donnait. Comme on l'a vu plus haut, la prise en compte de l'étude du dossier par le service départemental d'incendie et de secours a nécessité la refonte du projet au niveau de la disposition des bâtiments. L'étude des dangers a été revue pour tenir compte de ces modifications : ses conclusions sont identiques à l'étude initiale.

Le risque principal est l'incendie : le respect des prescriptions de construction fixées au permis de construire et reprises dans l'avis du SDIS, ainsi que les moyens de lutte prévus devraient permettre de limiter l'impact d'un départ de feu. L'industriel a pris en compte ces exigences dans son projet.

La consommation de solvants est relativement importante, puisqu'elle s'élève à environ 250 tonnes/an, dont 210 tonnes de Composés Organiques Volatils rejetées dans l'atmosphère. Pour respecter la réglementation en vigueur sur ce sujet, qui prévoit, d'une part une concentration maximale de 75 mg/Nm³ exprimée en Carbone Organique Total et d'autre part un flux annuel des émissions diffuses inférieur à 20 % de la quantité de solvants utilisée, l'industriel a opté pour un procédé en circuit fermé basé sur le lavage des gaz et le traitement biologique des eaux de lavage qui sont recyclées. Ce procédé génère des boues et nécessite une vidange annuelle.

Le volume des boues est estimé à 20 kg/semaine soit environ 1 tonne/an. Elles sont constituées de bactéries mortes et, dans une moindre mesure, de résidus de solvants organiques biodégradables (éthanol et acétate d'éthyle). Il est prévu dans le dossier qu'après analyses et selon le résultat, elles soient valorisées selon des procédés à définir, l'épandage en étant un, si les boues répondent aux critères réglementaires sur le sujet, ou traitées comme des déchets par une entreprise spécialisée.

La vidange annuelle représentera environ 10 m³ de liquide. Il est prévu dans le dossier qu'ils soient dirigés vers le lagunage communal s'ils respectent les critères fixés par une convention à signer entre les deux parties, et qu'à défaut ils soient envoyés en centre spécialisé.

La prise en compte par l'industriel des avis de la DDASS et de la DDAF l'ont conduit à décider que les boues et le liquide de lavage des gaz seraient traités comme des déchets et envoyés vers des centres spécialisés, les critères d'acceptation de ces produits dans les autres filières envisagées n'étant pas faciles à définir.

Les prescriptions souhaitées par le chef du service départemental de l'architecture et de l'urbanisme au niveau des teintes et des plantations seront prises en compte.

En ce qui concerne l'abandon du site de La Pépinière, celui-ci fera l'objet de la

.../...

procédure prévue par l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié comme il est prévu à l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2004 réglementant cette usine.

V - CONCLUSION

Compte tenu des différentes dispositions prises par l'exploitant dans sa demande ou à l'issue de l'instruction de celle-ci, nous proposons à monsieur le préfet de la Haute-Loire d'accorder l'autorisation sollicitée par la société Multisac, après avis du conseil départemental d'hygiène, sous réserve du respect des prescriptions contenues dans le projet d'arrêté ci-joint.

Ces prescriptions prévoient notamment :

- ☞ à l'article 2.3.2 : la teinte des bâtiments et les plantations périphériques demandées par le service départemental de l'architecture et de l'urbanisme ;
- ☞ aux chapitres 2.6 et 3.2 : l'application de la réglementation sur les rejets de Composés Organiques Volatils et leur traitement ;
- ☞ à l'article 4.3.6 : l'élimination des boues et des eaux de vidange de l'installation de traitement des COV en centres autorisés ;
- ☞ au titre 5 : les conditions de gestion des déchets ;
- ☞ aux articles 7.3.1 et 7.3.2 : les prescriptions d'accessibilité et d'aménagement des bâtiments demandées par le service départemental d'incendie et de secours ;
- ☞ à l'article 7.6.3 : les moyens de lutte contre l'incendie ;
- ☞ au chapitre 9.2 : le programme d'autosurveillance des rejets de COV.

Le technicien supérieur principal de l'industrie et des mines
Inspecteur des installations classées

Yvon Baudin

Vu et transmis,
A Le Puy en Velay, le 18 janvier 2006
Le chef de la subdivision de la Haute-Loire

Lionel Lafay